

C) La moyenne des taux de rendement d'application, sur le marché secondaire, aux obligations linéaires exprimées en francs belges et dont la durée résiduaire est égale à trois ans;

D) La moyenne des taux de rendement d'application, sur le marché secondaire, aux obligations linéaires exprimées en francs belges et dont la durée résiduaire est égale à quatre ans;

E) La moyenne des taux de rendement d'application, sur le marché secondaire, aux obligations linéaires exprimées en francs belges et dont la durée résiduaire est égale à cinq ans;

L'indice A est égal à la moyenne des taux de rendement journaliers notés au cours du mois qui se termine le quinzième jour du mois civil visé à l'article 9, § 1^{er}, 4^e de la loi.

Les indices B, C, D et E sont égaux chacun à la moyenne des taux de rendement journaliers notés au cours des deux mois qui se terminent le quinzième jour du mois civil visé à l'article 9, § 1^{er}, 4^e de la loi. Si la notation d'un taux de rendement journalier manque, la donnée manquante est obtenue par interpolation entre les notations les plus proches de ladite journée.

Ces moyennes sont communiquées par la Banque Nationale de Belgique à l'Office de Contrôle.

Art. 3. Pour des crédits accordés dans une monnaie autre que le Franc belge ou luxembourgeois, le prêteur doit fixer contractuellement un indice qui doit satisfaire aux critères suivants :

- a) sa fixation ne peut pas dépendre du prêteur;
- b) l'emprunteur doit pouvoir connaître son évolution sans l'intervention du prêteur;
- c) il doit être représentatif de l'évolution des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux et monétaires de la monnaie visée.

Art. 4. Par les soins de l'Office de Contrôle, la liste d'indices de référence visée à l'article 2 est publiée mensuellement au *Moniteur belge*, le dernier jour ouvrable du mois civil auquel la liste se rapporte, et cela pour la première fois le 28 novembre 1992.

Art. 5. L'indice de référence applicable au taux d'intérêt initial visé à l'article 9, § 6 de la loi est celui du deuxième mois civil précédant la date de l'offre visée à l'article 14 de la loi.

Art. 6. Sans préjudice de l'article 4, le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1993.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice
et des Affaires économiques,

M. WATHELET

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

F. 93 — 258

11 JANVIER 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 novembre 1992 relatif à l'enregistrement par la Banque Nationale de Belgique des défauts de paiement en matière de crédit à la consommation

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, notamment l'article 48;

Vu l'avis de la Commission de la protection de la vie privée;

Vu l'avis de la Banque Nationale de Belgique;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances après consultation de la Commission des Assurances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

C) Het gemiddelde der rendementspercentages van toepassing, op de secundaire markt, op de lineaire obligaties uitgedrukt in Belgische franken en waarvan de residuele looptijd gelijk is aan drie jaar;

D) Het gemiddelde der rendementspercentages van toepassing, op de secundaire markt, op de lineaire obligaties uitgedrukt in Belgische franken en waarvan de residuele looptijd gelijk is aan vier jaar;

E) Het gemiddelde der rendementspercentages van toepassing, op de secundaire markt, op de lineaire obligaties uitgedrukt in Belgische franken en waarvan de residuele looptijd gelijk is aan vijf jaar;

Index A is gelijk aan het gemiddelde der dagelijkse rendementspercentages opgetekend gedurende de maand die eindigt op de vijftiende dag van de kalendermaand bedoeld in artikel 9, § 1, 4^e van de wet.

De indexen B, C, D en E zijn ieder gelijk aan het gemiddelde van de dagelijkse rendementspercentages opgetekend gedurende de twee maanden die eindigen op de vijftiende dag van de kalendermaand bedoeld in artikel 9, § 1, 4^e van de wet. Indien de optekening van een dagelijks rendementspercentage ontbreekt, wordt het ontbrekend gegeven bekomen door interpolatie tussen de nevenliggende optekeningen van bedoelde dag.

Deze gemiddelden worden door de Nationale Bank van België medegedeeld aan de Controledienst.

Art. 3. Voor kredieten toegestaan in een andere munt dan de Belgische of Luxemburgse frank dient de kredietgever contractueel een index vast te leggen die moet voldoen aan de volgende criteria :

- a) zijn vaststelling mag niet afhangen van de kredietgever;
- b) zijn evolutie moet zonder tussenkomst van de kredietgever kunnen gekend zijn door de kredietnemer;
- c) hij moet representatief zijn voor de evolutie van de rentevoeten op de kapitaal- en geldmarkten van de betrokken munt.

Art. 4. Door toedoen van de Controledienst wordt de in artikel 2 bedoelde lijst van referenteindexen maandelijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, op de laatste werkdag van de kalendermaand waarop de lijst betrekking heeft, en voor de eerste keer op 28 november 1992.

Art. 5. De referenteindex die staat op de oorspronkelijke rentevoet bedoeld in artikel 9, § 6 van de wet, is deze van de tweede kalendermaand die de datum van het in artikel 14 van de wet bedoelde aanbod voorafgaat.

Art. 6. Onverminderd het bepaalde in artikel 4 heeft dit besluit uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Art. 7. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie
en Economische Zaken,

M. WATHELET

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

N. 93 — 258

11 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 november 1992 betreffende de registratie door de Nationale Bank van België van wanbetalingen inzake consumentenkrediet

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, inzonderheid op artikel 48;

Gelet op het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen na raadpleging van de Commissie voor Verzekeringen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 20 novembre 1992 relatif à l'enregistrement par la Banque Nationale de Belgique des défauts de paiement en matière de crédit à la consommation, est complété par les mots « et de crédit hypothécaire ».

Art. 2. A l'article 1er du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 3^o est complété comme suit :

« ou l'entreprise soumise au Titre II de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire ou au Titre II de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires ou les établissements visés à l'article 65 du même arrêté; »

2^o le 4^o est complété comme suit :

« ou l'emprunteur visé dans la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire ou la personne physique qui se constitue emprunteur au sens de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 et qui agit exclusivement dans un but pouvant être considéré comme étranger à ses activités commerciales, professionnelles ou artisanales; »

3^o le 5^o est remplacé par la disposition suivante :

« 5^o le contrat de crédit : suivant le cas, le contrat visé à l'article 1er, 4^o, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation ou le contrat de crédit hypothécaire visé aux articles 1er et 2 de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire ou le contrat de prêt ou d'ouverture de crédit hypothécaire visé à l'article 1er de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936. »

4^o au 6^o les mots « les conditions d'utilisation et de remboursement » sont remplacés par les mots « les conditions d'utilisation et, suivant le cas, d'amortissement, de reconstitution ou de remboursement ».

Art. 3. L'article 2 du même arrêté est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« La Banque enregistre les défauts de paiement qui lui sont communiqués et qui découlent de contrats de crédits hypothécaires et répondent aux critères suivants :

b) soit une somme due n'a pas été payée trois mois après la date de son échéance;

b) soit une somme due n'a pas été payée un mois après l'envoi par le prêteur de l'avertissement par lettre recommandée visé à l'article 45 de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. »

Art. 4. L'article 4, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. En cas de retrait d'agrément, de radiation de l'inscription ou de renonciation à ceux-ci, le prêteur reste soumis à l'obligation de communication.

Il en va de même en cas de renonciation à l'autorisation ou de retrait de celle-ci en application de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936. »

Art. 5. L'article 11 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les personnes visées à l'article 46, alinéa 3, 1^o, 2^o et 3^o de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire ne peuvent utiliser les renseignements que dans le cadre de l'octroi ou de la gestion de crédits hypothécaires ou de moyens de paiement octroyés à l'emprunteur, ainsi que dans le cadre des activités soumises à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation. Ces personnes sont tenues à la plus stricte confidentialité quant aux renseignements reçus. Une fois reçus, ces renseignements ne peuvent être communiqués qu'aux personnes visées à l'article 46, alinéa 3 de la loi.

Sans préjudice de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix, la Banque peut, moyennant l'accord du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques, fixer les montants qui lui sont dus du chef des frais concernant la consultation des données. »

Art. 6. Dans l'article 13 du même arrêté, après les mots « relative au crédit à la consommation » sont insérés les mots « ou à l'article 46, alinéa 3, 1^o, 2^o et 3^o de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. »

Op voorstel van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 20 november 1992 betreffende de registratie door de Nationale Bank van België van wanbetalingen inzake consumentenkrediet wordt aangevuld met de woorden « en hypothecair krediet ».

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het 3^o wordt aangevuld als volgt :

« of de onderneming onderworpen aan Titel II van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet of aan Titel II van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen of de inrichtingen bedoeld in artikel 65 van hetzelfde besluit; »

2^o het 4^o wordt aangevuld als volgt :

« of de kredietnemer bedoeld in de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet of de natuurlijke persoon die schuldenaar is in de zin van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 en die uitsluitend handelt met een oogmerk dat geacht kan worden vreemd te zijn aan zijn handels-, beroeps- of ambachtelijke activiteiten; »

3^o het 5^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5^o de kredietovereenkomst : naargelang het geval, de overeenkomst bedoeld in artikel 1, 4^o, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet of het contract van hypothecair krediet bedoeld in de artikelen 1 en 2 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet of het contract van hypothecaire lening of kredietopening bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936. »

4^o in 6^o worden de woorden « van het gebruik en van de terugbetaling » vervangen door de woorden « van het gebruik en, naargelang het geval, van de aflossing, de reconstitutie of de terugbetaling ».

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt :

« De Bank registreert de wanbetalingen die haar zijn medegeleid en voortvloeien uit hypothecaire kredietovereenkomsten en aan de volgende criteria beantwoorden :

a) ofwel werd een verschuldigd bedrag niet betaald binnen drie maanden na de vervaldag;

b) ofwel werd een verschuldigd bedrag niet betaald binnen 1 maand na het versturen door de kredietgever van de ter post aangestekende verwittiging zoals bedoeld in artikel 45 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet. »

Art. 4. Artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De kredietgever wiens erkenning wordt ingetrokken, wiens inschrijving wordt geschrapt of die ervan afstand doet, blijft onderworpen aan de mededelingsplicht.

Hetzelfde gebeurt bij afstand of intrekking van de toelating in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936. »

Art. 5. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee ledene luiden als volgt :

« De personen bedoeld in artikel 46, derde lid, 1^o, 2^o en 3^o van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet mogen de inlichtingen slechts gebruiken in het raam van het toestaan of het beheer van hypothecaire kredieten of van betalingsmiddelen toegestaan aan de kredietnemer, evenals in het raam van de bedrijvigheden onderworpen aan de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet. Deze personen moeten in verband met de ontvangen inlichtingen de grootste vertrouwelijkheid in acht nemen. Eens ontvangen mogen deze inlichtingen slechts meegedeeld worden aan de personen bedoeld in artikel 46, derde lid van de wet.

Onverminderd de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen kan de Bank met het akkoord van de Minister van Financiën en van de Minister van Economische Zaken, de bedragen vaststellen die haar zijn verschuldigd uit hoofde van de kosten met betrekking tot het raadplegen van de gegevens. »

Art. 6. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden na de woorden « op het consumentenkrediet » de woorden « of in artikel 46, 3e lid, 1^o, 2^o en 3^o van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet » ingelast.

Art. 7. Le même arrêté est complété par un article 15bis rédigé comme suit :

« Article 15bis. Par dérogation à l'article 7, pour ce qui est des contrats de crédits hypothécaires conclus avant le 1er janvier 1993, le délai dans lequel doit avoir lieu la communication des défauts de paiement est prolongé au 31 décembre 1993 pour autant que les critères visés à l'article 2, alinéa 2, soient respectés au moment de la première communication. »

Art. 8. Dans l'annexe I du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o au premier tiret, après les mots « type de crédit : » sont insérés les mots « en cas de crédit à la consommation : » et le texte est complété de :

« en cas de crédit hypothécaire : crédit avec amortissement, reconstitution ou remboursement au terme du contrat; »

2^o l'annexe est complétée par une disposition rédigée comme suit :

« pour le crédit hypothécaire :

— montant du capital emprunté ou du crédit accordé;

— périodicité de paiement des intérêts;

— date de la première et de la dernière échéance en intérêts;

— montant global des arriérés en capital et intérêts à l'exclusion des accessoires;

— montant du solde restant dû en capital;

— s'il échoue, date d'exigibilité du crédit et montant en capital et intérêts exigible à cette date. »

Art. 9. Dans l'annexe II du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les troisième et quatrième alinéas :

« Pour le crédit hypothécaire :

— date et montant du dernier versement effectué;

— montant global des arriérés en capital et intérêts après la dernière échéance ou le dernier versement;

— montant du solde restant dû en capital;

— s'il échoue, date d'exigibilité du crédit et montant en capital et intérêts exigible à cette date; montant exigible en capital et intérêts après le dernier versement. »

Art. 10. Dans l'annexe III du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au premier alinéa, deuxième tiret, après les mots « type de crédit : » sont insérés les mots « en cas de crédit à la consommation : » et le texte est complété de :

« en cas de crédit hypothécaire : crédit avec amortissement, reconstitution ou remboursement au terme du contrat; »

2^o entre les troisième et quatrième alinéas, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Pour le crédit hypothécaire :

— montant du capital emprunté ou du crédit accordé;

— périodicité de paiement des intérêts;

— date de la première et de la dernière échéance en intérêts;

— date et montant du dernier versement effectué;

— montant des arriérés en capital et intérêts après l'enregistrement de la dernière échéance ou du dernier versement;

— montant du solde restant dû en capital;

— s'il échoue, date d'exigibilité du crédit et montant en capital et intérêts exigible à cette date; montant exigible en capital et intérêts après le dernier versement. »

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

Art. 12. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 7. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 15bis dat luidt als volgt :

« Artikel 15bis. In afwijking van artikel 7 wordt, voor de hypothecaire kredietovereenkomsten gesloten vóór 1 januari 1993, de tijdspanne waarbinnen de mededeling van de wanbetalingen moet gebeuren verlengd tot 31 december 1993 voor zover de criteria bedoeld in artikel 2, tweede lid, geëerbiedigd zijn op het ogenblik van de eerste mededeling. »

Art. 8. In bijlage 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o onder het eerste streepje worden na de woorden « type van het krediet : » de woorden « in geval van consumentenkrediet : » ingelast en wordt de tekst aangevuld met :

— in geval van hypothecair krediet : krediet met aflossing, reconstitutie of terugbetaling op het einde van het contract; »

2^o de bijlage wordt aangevuld met een bepaling luidend als volgt :

— voor het hypothecair krediet :

— het bedrag van het geleende kapitaal of van het toegestane krediet;

— periodicité van de betaling der intresten;

— datum van de eerste en van de laatste vervaldag der intresten;

— totaal bedrag van de achterstallen in kapitaal en intresten, met uitsluiting van de bijkomende kosten;

— bedrag van het verschuldigd blijvend saldo in kapitaal;

— in voorkomend geval, datum van opeisbaarheid van het krediet en bedrag van kapitaal en intresten opeisbaar op deze datum. »

Art. 9. In bijlage II van hetzelfde besluit wordt tussen het derde en het vierde lid het volgende lid ingevoegd :

« Voor het hypothecair krediet :

— datum en bedrag van de laatste storting;

— totaal bedrag van de achterstallen in kapitaal en intresten na de laatste vervaldag of de laatste storting;

— bedrag van het verschuldigd blijvend saldo in kapitaal;

— in voorkomend geval, datum van opeisbaarheid van het krediet en bedrag in kapitaal en intresten opeisbaar op die datum; bedrag opeisbaar in kapitaal en intresten na de laatste storting. »

Art. 10. In bijlage III van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid, tweede streepje, worden na de woorden « type van het krediet : » de woorden « in geval van consumentenkrediet : » ingelast en wordt de tekst aangevuld met :

— in geval van hypothecair krediet : krediet met aflossing, reconstitutie of terugbetaling op het einde van het contract; »

2^o tussen het derde en het vierde lid wordt een lid ingevoegd dat luidt als volgt :

« Voor het hypothecair krediet :

— bedrag van het geleende kapitaal of het toegestane krediet;

— periodicité van de betaling van de intresten;

— datum van de eerste en van de laatste vervaldag van de intresten;

— datum en bedrag van de laatste storting;

— bedrag van de achterstallen in kapitaal en intresten na de registratie van de laatste vervaldag of de laatste storting;

— bedrag van het verschuldigd blijvend saldo in kapitaal;

— in voorkomend geval, datum van de opeisbaarheid van het krediet en bedrag in kapitaal en intresten opeisbaar op die datum; bedrag opeisbaar in kapitaal en intresten na de laatste storting. »

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Art. 12. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT